



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

LE CLIVAGE LINGUISTIQUE À LA LISIÈRE DU
SCRUTIN PRÉSIDENTIEL AU CONGO-KINSHASA :
UNE ANALYSE COMPARATIVE
DE TROIS DERNIERS CYCLES ÉLECTORAUX

Par Touré Maliaka Sefu

Touré Maliaka Sefu prépare un Master en Science Politique/Université de Kisangani.

Adresse : toureserge2016@gmail.com

Téléphone : +243 81 264 09 02/ 994 03 92 93

RÉSUMÉ

Cette note d'analyse politique examine le poids et/ou la charge du clivage linguistique MUWAHILI-MUNGALA soumis à la géopolitique d'un peuple pourtant uni de la république démocratique Congo sur l'élection du Président de la République. Elle essaie en outre de vérifier la conception de ce clivage comme un véritable enjeu politique à l'aune de l'élection du Président de la République, en tentant de s'asseoir sur une analyse comparative de dernières consultations électorales organisées par le gouvernement congolais et les structures électorales après la proclamation de la troisième république par la constitution de 2006.

Abstract: This political analysis note examines the weight and/or the burden of linguistic cleavage MUWAHILI-MUNGALA subject to the geopolitics of a yet united people of the Democratic Republic of Congo on the election of the President of Republic. It also tries to verify the conception of this split as a real political issue in the light of presidential's election by attempting to dwell on a comparative analysis the recent elections organized by the Congolese government and the authorized electoral structures, after the proclamation of the third republic by the constitution of 2006.

CONTEXTE

Cette note d'analyse s'insère dans un contexte géopolitique tendu, marqué par des retournements de l'électorat à des considérations ethno-tribales et/ou linguistiques dans le cadre d'un vote et surtout celui présidentiel. Ainsi, la représentation ordinaire des élections congolaises continue de charrier les mêmes préjugés avec des arômes xénophobes au regard de ces trois dernières consultations électorales de la troisième république. Elles sont par conséquent ethnicisées et redoublées de parfum linguistique quand elles doivent favoriser naturellement un renouvellement des élites.

PROBLÉMATIQUE

Le clivage linguistique constitue-t-il un véritable enjeu de l'élection du Président de la République ?

La légitimité comprise comme la reconnaissance, par celui sur qui s'exerce le pouvoir, du bien-fondé de celui qui l'exerce, quels peuvent être les impacts du clivage sur la légitimation de l'Institution «Président de la République» ?

IDÉES MAJEURES

- Le recours à des considérations linguistiques par un Président de la République se plonge dans l'incapacité d'assumer ses fonctions et remet ainsi en cause le contrat social qui le fonde. Dès lors, les missions de l'État sont exécutées en déséquilibre géopo-

litique criant, ce qui laisse libre voie aux antivaleurs conduisant à l'effondrement de l'État.

- La représentation des leaders acceptés et ayant la confiance de l'électorat dans les structures de l'État accroîtrait la représentativité (géopolitique) et la légitimité de celles-ci, et empêcherait aux leaders politiques de mener leur combat au nom de l'ethnie, de la langue, etc. De cette façon, le leadership politique serait séparé du leadership ethnique/linguistique pour atténuer les tensions et les conflits au sein de l'État.

MOTS CLÉS

Légitimité, Clivage linguistique, Scrutin Présidentiel

BIOGRAPHIE

Touré MALIACA SEFU, né à Kisangani en Juin 1989, est Congolais d'origine. Assistant à la recherche et Apprenant au Programme d'Études Supérieures au département de Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kisangani, ses recherches portent sur la sociologie électorale et la sociologie des conflits armés au Congo-Kinshasa.

INTRODUCTION

Un clivage (politique) désigne d'après les termes empruntés à Taylor M., «une dimension d'une société ou d'un milieu quelconque en groupes ou sous-groupes obéissant à des orientations divergentes»¹

Le 18 février 2006 débute une troisième République qui vit KABILA KABANGE Joseph remporter le 15 novembre 2006 le fauteuil présidentiel après un second tour du scrutin présidentiel qui l'opposait à Jean Pierre BEMBA le 24 octobre de la même année. Il s'en est suivi une crise ayant opposé les partisans de ces derniers challengers dans la ville de Kinshasa ; quelques bousculades, le monde entier vit et entendit KABILA prêter serment un certain 6 décembre(2006) pour la gestion de la *Res publica* tout au long d'une première mandature de Cinq ans.

Le 28 novembre 2011, le peuple congolais fut de nouveau appelé aux urnes pour exprimer son choix vis-à-vis de ses dirigeants pour une deuxième mandature. Le 9 décembre après plus de 48 heures de report, la CENI proclama KABILA KABANGE Joseph vainqueur à la présidentielle avec 48,95 % des voix, distançant de près de 15 points son premier

1. Taylor M , The analysis of political cleavages, New Haven, Yale University Press, 1970

challenger issu du rang de l'opposition non armée, M. TSHISEKEDI WA MULUMBA (32,33 %).

De ce scrutin, un remue-ménage découle et envahit le ciel politique congolais : Non seulement les candidats malheureux du scrutin remettaient en cause la crédibilité des résultats issus des urnes mais, de surcroît l'Eglise catholique (au travers le Cardinal Laurent Monsengo Pasinya), les observateurs du Centre Carter, de l'Union Européenne, ... et plus surprenant encore Joseph KABILA lui-même, ont reconnu que le scrutin était entaché de fraudes ; les uns proposaient dorénavant que la CENI réorganise un nouveau scrutin, les autres pensaient que la marge d'erreur n'était aucunement trop grande pour que soient contestés ces résultats. Tous ces rapports d'accusations de fraude et de malversation nous ont motivé- en notre qualité de chercheur - à nous interroger sur cette « légitimité mal assise » de Monsieur Joseph KABILA en ce qui concerne particulièrement le clivage linguistique car véritable enjeu électoral en RD Congo.

I. GENÈSE DU CLIVAGE LINGUISTIQUE MUSWAHILI-MUNGALA

Il convient d'observer que les clivages politiques se recoupent dans la fragmentation d'un champ politique donné. Ce niveau de fragmentation peut dès lors se révéler faible et essentiellement binaire, tel est le cas en RD Congo où l'on voit d'une part (Est et une grande partie du centre) le MUSWAHILI et d'autre part (Ouest et une petite partie du Sud) le MUNGALA.

Le récit de Van Reybrouck ² révèle qu'à partir de 1870, les arabisés venus de Zanzibar et qui étendent leur zone d'action jusqu'au bassin du Congo, vers l'actuelle Province du Maniema, où ils s'étaient livrés au commerce d'ivoire, auraient trouvé les portugais qui s'y seraient déjà installés vers 1482. Les deux peuples se livrèrent à maintes reprises à des violents accrochages pour l'élargissement des espaces conquis. Au finish, ce sont les européens qui auraient gagné.

À la conférence de Berlin de 1885, les représentants des pays européens et les États-Unis reconnaissent à l'AIC (Association Internationale du Congo), présidée par Léopold II, la souveraineté sur l'État indépendant du Congo (EIC). Cette conférence pris acte du partage de l'Afrique intertropicale par les puissances industrielles européennes dont la Belgique. Ainsi, devrait-on parvenir, à la suite des

2. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Paris, Actes Sud, 2012, 711 p

multiples pressions étrangères à l'annexion de l'EIC au Congo Belge.

Établi, le pouvoir colonial belge n'a pas été exercé de façon à réunir les communautés congolaises de base. En effet, la stratégie de l'administration coloniale consistait à favoriser certains groupes au détriment d'autres, en inculquant des mythes d'infériorité et de supériorité pour mieux diviser et gouverner les groupes colonisés. C'est ainsi qu'après ladite annexion, en 1908, la gestion de la colonie fut confiée à trois pouvoirs qui s'équilibraient : l'administration, les missions catholiques et les grandes sociétés privées³.

Toutes ces structures, au service de l'homme blanc, ont contribué à ruiner les us et coutumes d'un peuple lié pourtant par l'histoire : à la veille de l'Indépendance, les populations se regroupaient autour de leurs communautés, dans des centres urbains, ... et, l'Autorité coloniale venait renforcer ces regroupements en élevant les uns au pouvoir au détriment des autres. Concrètement et comme l'affirmait le Professeur POROT, « *un arabe est une personne à qui on ne peut jamais faire intégralement confiance* »⁴ ; c'est ainsi que lorsqu'il s'agissait de confier des lourdes tâches ou des fonctions républicaines, les Belges n'avaient pas confiance aux ressortissants de l'Est (BASWAHILI) parce qu'ils étaient (des) arabisés. D'où leur préférence pour confier le pouvoir à un membre un habitant de l'Ouest (MUNGALA).

I. LE CLIVAGE AU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL DE 2006

Les scrutins électoraux organisés en juillet et octobre 2006 ont jeté des bases solides à la régénération de l'expression démocratique populaire plus de quatre décennies après l'accession du pays à son indépendance. Ces rendez-vous compétitifs ont aidé à disculper le degré de civisme et l'enthousiasme de l'électorat et ont par ailleurs révélé une « fracture » entre l'Est et l'Ouest du pays.

Dans la figure ci-contre nous démontrons la répartition des voix selon la possession et l'affiliation de chacun de ces candidats à une région, qu'il s'agisse de l'Est et/ou de l'Ouest.

3. Bernard Lugan, *Le Congo belge, au cœur du continent noir*, n° 9H, Automne-Hiver 2014, p. 32-34

4. Porot, cité par FRANTZ FANON In *Les damnés de la terre*, FRANCOIS MASPERO, 1 Place, Paul-Pain levé 5° Paris, 1975, p.217

PROV	J.P. BEMBA		J. KABILA		TAUX DE PART.	
	1er TOUR	2e TOUR	1er TOUR	2e TOUR	1er TOUR	2e TOUR
	%	%	%	%	%	%
Bandundu	9,71	60,6	2,65	39,5	68,8	50,66
Bas Congo	36,2	74,1	13,9	25,9	76,1	51,59
Equateur	64,3	97,2	1,77	2,85	74,3	84,45
Kasaï-Occ.	31,9	76,7	11,4	23,3	45,5	51,42
Kasaï-Or.	14,7	67,4	36,1	32,6	39,2	42,67
Katanga	3,51	6,24	77,2	93,8	71,5	75,58
Kinshasa	48,3	68,1	14,6	31,9	72,2	58,25
Kivu Nord	0,77	3,55	77,7	96,5	81	76,65
Kivu Sud	0,28	1,69	94,6	98,3	90,2	80,06
Maniema	0,34	1,67	89,5	98,3	84,9	80,24
Prov.Orientale	5,2	20,5	70,3	79,5	77,6	65,37

Commentaires: En cartographie électorale, les provinces de Kinshasa, Bas-Congo, du Bandundu, de l'Equateur et les 2 Kasaï, dans une certaine mesure, sont des provinces statiquement et électoralement hostiles à Joseph Kabila, un swahliphone, originaire du Katanga. Surtout l'Equateur, avec les derniers événements qui s'y sont déroulés: la non-adhésion pour le pouvoir de KABILA, s'enfonce davantage dans cette région. L'arrestation de Jean Pierre Bemba à la CPI a été perçue par la majorité des ressortissants des provinces de l'Equateur et de Kinshasa comme une manœuvre d'élimination politique d'un adversaire herculéen et un stratagème pour museler l'opposition... La province du Bas-Congo reste également un autre bastion anti-Kabila car elle porte encore les plaies et blessures des massacres de *Bundu dia Kongo*⁵, l'affaire *Kahemba*⁶...

5. Bundu dia Kongo, BDK, est un mouvement politico-culturel créé en 1969 par Ne MWANDA NSEMI. BDK lutte pour la défense, protection et promotion des droits et intérêts du peuple Congo. Du 31 janvier au 03 Février 2007, dans les cités de Matadi, Boma et Mwanda (Bas-Congo), des affrontements sanglants avaient opposé des manifestants BDK aux forces de l'ordre et le bilan était lourd. Ces manifestants protestaient en effet d'une part des allégations de corruption lors des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de la province par les députés provinciaux et d'autre part pour empêcher une perquisition du domicile de leur chef Ne MWANDA et de leurs lieux de réunions et de cultes; le Chef BDK était candidat vice-gouverneur sur le ticket de coalition perdante de l'Union pour la nation (plate-forme qui soutenait la candidature de JP BEMBA au deuxième tour de présidentielle de 2006).

6. Affaire Kahemba, référence faite au conflit frontalier entre la RDC et l'Angola. Le gouvernement de la RDC pense que l'Angola n'a pas violé les frontières héritées de la colonisation; de son côté, l'Assemblée nationale s'était inscrit en faux contre cette déclaration du gouvernement et les points de vue paraissent dès lors diamétralement opposés.

Les deux Kasaï sont invariablement restés opposés à tout pouvoir en place, depuis le 17 janvier 1961 jusqu'à ce jour. Le retour d'Etienne TSHISEKEDI, Père du processus de démocratisation en RDC, dans la course électorale de 2011 a non seulement confirmé naturellement cette tendance dans son bastion électoral, mais l'a surtout renforcée.

Par ailleurs, à l'Est du pays, la situation permanente de l'insécurité qui y règne jusqu'à présent et la non réalisation des certaines promesses auraient pour conséquence, d'effriter le poids électoral de Kabila dans sa zone supposée de confort électoral. Donc, l'Est qui a voté en masse pour KABILA reste paradoxalement la partie où l'insécurité et le viol des femmes règnent en maître. Le cas de la Province Orientale démontre cela, ayant voté majoritairement en faveur de Kabila, non par conviction mais du fait d'un vote sanction à Bemba suite au comportement d'une partie des militaires du MLC en Ituri et aux événements liés à la guerre des Six Jours à Kisangani entre l'Ouganda et le Rwanda à Kisangani en mai et juin 2000. Or avec un candidat autre que Bemba en 2011, le poids électoral du président sortant risquait d'être moins important que les 79,48 % recueillis en 2006. Les Katangais réclamaient KABILA comme étant leur Président, compte tenu de la popularité de son feu Père Laurent Désiré KABILA et de sa Mère SIFA. Mais en 2015, un effritement exécrable allait coûter cher au camp Joseph KABILA qui tenait s'accrocher par tout mécanisme au pouvoir depuis les élections blackboulées de Novembre 2011.

En effet, ayant été contre toute tentative de prorogation de mandat de Joseph KABILA dans la dernière ligne droite du dernier mandat constitutionnel de ce dernier, Moïse KATUMBI déjà farouche s'est désolidarisé du parti au pouvoir un certain 29 sep-

tembre 2015, en annonçant qu'il devrait quitter son poste voué à disparaître en raison de la réforme territoriale mise en rail principalement pour l'effacer mais qu'il devrait aussi quitter le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, parti du pouvoir.

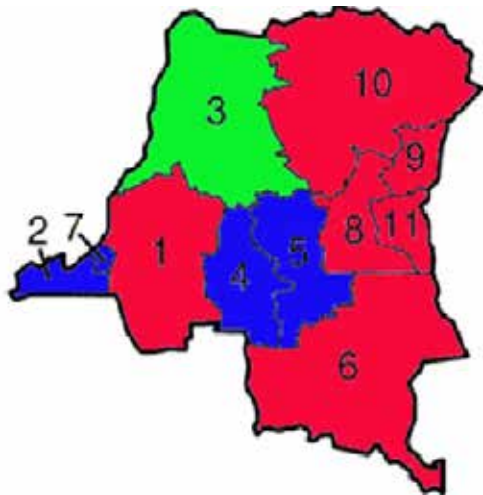
II. LE CLIVAGE EST-OUEST LORS SCRUTIN PRÉSIDENTIEL DU 28 NOVEMBRE

Dans la figure ci-dessous, nous analysons les retombées de ce clivage Est-Ouest sur le scrutin présidentiel du 28 novembre.

A. TABLEAU DES RÉSULTATS OBTENUS PAR LES 4 PREMIERS CANDIDATS AU SCRUTIN DU 28 NOVEMBRE (PAR PROVINCE)

Province	Électeurs inscrits	Électeurs votants	Taux part. %	Votes nuls	Votes exprimés	Kabila	Tshisekedi	Kamerhe	Kengo
KINSHASA	3 287 745	1 868 549	56,75	55 140	1 813 409	544 529	1 162 183	67 288	13 023
BAS CONGO	1 502 939	883 185	58,64	37 096	846 089	168 000	626 482	13 404	4 490
BANDUNDU	3 553 322	2 012 832	56,51	78 634	1 934 198	1 419 619	378 182	32 251	26 119
EQUATEUR	3 960 643	2 015 754	50,82	79 821	1 935 933	238 169	654 425	73 311	772 202
ORIENTALE	3 886 524	2 223 460	57,17	168 313	2 055 147	1 279 912	282 184	155 232	58 311
NORD KIVU	3 003 246	1 913 685	63,72	76 961	1 836 724	712 317	389 350	423 376	8 632
SUD KIVU	2 022 960	1 402 710	69,32	62 129	1 340 581	599 825	132 826	558 564	3 804
MANIEMA	874 809	525 044	59,88	24 901	500 143	433 482	14 548	36 308	1 063
KATANGA	4 627 302	3 224 483	69,68	86 531	3 137 952	2 823 234	221 922	34 297	4 514
KASAI OR.	2 643 905	1 432 345	54,18	45 915	1 386 430	366 380	976 145	5 337	3 392
KASAI OCC.	2 661 245	1 412 044	50,66	55 546	1 356 498	295 477	1 026 528	4 004	2 812
TOTAL	32 024 640	18 914 091	58,81	770 987	18 143 104	8 880 944	5 864 775	14 023 372	898 362
TOTAL %						48,9%	32,3%	7,70%	4,90%

B. RÉPARTITION DES VOIX DE CHACUN DE TROIS CANDIDATS PAR PROVINCE



Candidats arrivés en tête selon les provinces de la République démocratique du Congo (provisoire au 9 décembre 2011) :

- Joseph Kabila
- Étienne Tshisekedi
- Léon Kengo

Commentaires: Joseph KABILA a gagné beaucoup plus de terrain à l'Est du pays et dans une grande partie de la province du BANDUNDU et du KATANGA Sud. Contrairement, c'est Tshisekedi qui fut brillant dans la ville province de Kinshasa, dans le Bas Congo et dans les deux Kasai, son fief. KENGO WA DONDO, ancien Grand MOBUSTISTE a battu quant à lui un record dans la Province de l'Equateur... Vital Kamerhe, un Muswahili,

a recueilli beaucoup plus de voix à l'Est qu'à l'Ouest.

En effet, la majorité de Joseph KABILA s'explique dans la partie Est du pays par :

- Le critère de langue: il est plus proche sur le plan linguistique de populations de l'Est qui parlent beaucoup plus la langue Swahili.

- Le problème d'ordre ethnique: le KATANGA, le MANIEMA le réclament comme étant leur Pré-

sident et ce, compte tenu de la popularité de son feu Père Laurent Désiré KABILA.

– Le souci de récompense : Au sortir de la deuxième guerre du Congo et de la disparition de LD KABILA, il a été jusqu'alors incontestablement admis que c'est Joseph KABILA qui aurait mis fin aux violentes guerres qui rongeaient cette partie du pays en acceptant de partager son pouvoir avec les quatre autres vices-Présidents (JP BEMBA, Arthur NGOMA, Azarias RUBERWA, Yerodia NDOM-BASI) au terme des négociations intercongolaises de sun city de Décembre 2002.

Et, sa minorité à l'Ouest s'explique par :

– Le fait qu'il est un MUSWAHILI et non un MUNGALA ;

– La remise en cause par la population de l'Ouest de ses capacités à diriger le pays, n'ayant pas un seul diplôme universitaire reconnu.

– le refus d'avaliser un pouvoir devenu familial (Père-fils), pouvoir héréditaire : l'Ouest le considère comme quelqu'un qui leur est imposé au pouvoir. Et, la frustration sous le régime de l'AFDL, les ressortissants de l'Ouest ne voulaient pas que le pouvoir quitte la partie Ouest.

Concernant Tshisekedi venu en deuxième position dans la proclamation de résultats, sa majorité s'expliquait à l'Ouest, dans la ville province de Kinshasa, et dans les deux Kasaï par :

– Le fait qu'il est un MULUBA, proche de BANGALA, parlant couramment cette langue et résidant depuis longtemps à Kinshasa ;

– Ses capacités intellectuelles capables de lui permettre de bien diriger l'État (Docteur en Droit) ;

– Etc.

Sa minorité à l'Est s'expliquait par :

– Son appartenance au bloc de l'Ouest donc un MONGALA ;

- Son comportement dédaigneux et ses discours belliqueux sur terrain, son passé politique, considéré comme un grand Mobutiste,...

III. L'AUBE D'UNE ALTERNANCE EN 2018

Au crépuscule du deuxième et dernier mandat constitutionnel de Monsieur Joseph KABILA, la Rd Congo se calfeutre sous une crise politique aiguë et généralisée. Elle est due notamment à l'absence de l'autorité de l'Etat sur une bonne partie de l'ensemble du territoire national, ainsi qu'à l'expiration des mandats constitutionnels des autorités de ce quinquennat. Dans la perspective de mettre fin à cette crise et à l'impasse politique qui s'en est suivi,

les forces politiques et sociales ont plus d'une fois tenté d'harmoniser leurs vues autour d'un dialogue national de crise.

De l'appel au dialogue sous la facilitation d'EDEM KODJO à la signature, le 31 Décembre 2016, de l'Accord Global du Centre Interdiocésain de Kinshasa, rien ne sert à dissimuler que la mise en œuvre de ce dernier pose de sérieux problèmes, surtout du côté de sa cellule de suivi, au point de croire que cet engagement ne fut que déclencheur de culbutes futures⁷.

L'élection présidentielle qui a eu lieu en décembre 2018 en même temps que les législatives nationales et les provinciales, fut maintes fois reportée depuis 2016, coup malignement monté par le camp au pouvoir, à la recherche de la consolidation de son pouvoir qu'il ne devrait pas lâcher après la convocation de ces élections.

Sur terrain, l'équation ne fut aucunement facile, la campagne étant dominée par l'affrontement entre trois candidats de taille : Emmanuel Ramazani Shadary, Ministre honoraire de l'Intérieur et dauphin du Président Joseph Kabila, Félix Tshisekedi, fils du candidat malheureux au second tour de la présidentielle précédente Étienne Tshisekedi, ainsi que le candidat commun d'une partie de l'opposition, Martin Fayulu.

Emmanuel Ramazani, quoique Swahiliphone de l'Est devait subir les résultats que les couches ? auraient réservé à Joseph KABILA si accidentellement il se présentait à ce scrutin. Ce fut donc un candidat de la continuité qui fut remercié de la même façon que son maître. Felix Tshisekedi, fils de Etienne Tshisekedi qui s'était désolidarisé des accords de Genève⁸ pour faire cavalier avec son ami Vital Kamerhe faisait preuve d'un double avantage au terrain : premièrement, par le fait d'avoir accepté un mariage contre nature avec un originaire de l'Est, ayant œuvré durant des longues années au côté de

7. MALIAKA T., Accord politique du centre interdiocésain de Kinshasa de 2016. Le refrain d'une logique cyclique à la concorde des jeux et enjeux des acteurs, IJIRDO, Indes, Vol 4, Juillet 2019, pp 68-76

8. L'accord de Genève conclu le 11 novembre 2018 ou l'accord de coalition politique des forces de l'opposition «LAMUKA» en vue des élections du 23 décembre est une conséquence logique du débarquement de la course à la présidence de la RDC de Moïse Katumbi, de Jean-Pierre Bemba, voire d'Adolphe Muzito. Ce débarquement a poussé les Occidentaux impérialistes intéressés à la RDC à actionner la machine du blocage des élections du 23 décembre vu qu'ils n'ont plus de candidat de gros calibre selon eux, capable de remporter face au candidat du FCC, Ramazani Shadary, le scrutin présidentiel.

KABILA, alors son adversaire politique, pour capitaliser leur chance de réussite, et, deuxièmement, du fait d'avoir hérité de son feu père le statut d'opposant de longue date. Martin Fayulu, opposant de longue date du régime, mais malgré sa participation à des nombreuses manifestations de l'opposition depuis 2015 contre une probable prorogation de mandat de KABILA, ne fut pas une personnalité très connue au sein de cette dernière lors de sa désignation comme *candidat unique* en novembre 2018 à Genève. Il a eu l'avantage d'être aligné par des grands de tous les coins, Est et Ouest confondus.

Cette équation devrait arithmétiquement mener à l'élection soit d'Etienne Tshisekedi, soit de Martin Fayulu. Guy HERMET⁹ s'est focalisé sur ce genre de processus se trouvant souvent commandés davantage par des calculs d'intérêts, dévoilant des conversions des plus opportunistes au début. Ainsi, avec un peu plus de 38 % des suffrages selon les résultats provisoires, Félix Tshisekedi devance Martin Fayulu, qui en recueille près de 35 %. Emmanuel Ramazani Shadary, candidat du parti du président sortant termine sur la troisième marche du podium avec 23 %.

Les résultats ayant donné Tshisekedi en tête de ce scrutin furent rapidement et vivement contestés par Martin Fayulu. L'Episcopat congolais, ayant déployé plus de 40 000 observateurs sur terrain le jour du scrutin, confirmait tacitement que ces derniers ne contrastaient avec ceux du terrain. Entre temps, les résultats des législatives furent proclamés en avance, donnant une très large majorité des deux tiers à la coalition du gouvernement sortant, le Front commun pour le Congo, prédisant une cohabitation avec l'ancien régime.

A la lumière de la thèse de Philippe BRAUD¹⁰ qui pense que tel que circonscrit, le suffrage universel fonctionne comme un système qui muselle l'expression des conflits réels, frappe d'illégitimité la parole vraiment rebelle, abolit tendanciellement le pluralisme authentique, il sied de signifier que satisfaits ou mécontents, mus par la crainte ou animés par l'espoir, les électeurs attendent et reçoivent du suffrage universel autre chose que les gratifications concrètes promises pour les lendemains de scrutin mais en réalité toujours aléatoires.

De ce fait, d'aucuns estiment que KABILA, président sortant, devant l'impossibilité de faire élire

son candidat et craignant pour son futur, préféra conclure une alliance avec le candidat de l'opposition le moins hostile au régime. Au terme de cet accord secret, deux indications majeures devraient être de stricte observance : la protection du Président KABILA, vomi par les chancelleries occidentales pour de multiples faits, nés de l'abus du pouvoir et du contrôle du gouvernement et de plusieurs secteurs régaliens via une mainmise sur l'Assemblée nationale, le sénat et les institutions provinciales.

CONCLUSION

Ainsi analysées les retombées de ce clivage sur l'accession de candidats présidents de la république au pouvoir, on peut s'interroger sur les potentiels effets néfastes de ce clivage sur le nationalisme. Pour les uns ce clivage n'a pas forcément un impact négatif parce que chacun, ressortissant de l'Est ou de l'Ouest que soit-il, veut toujours être le premier et non le dernier dans la gestion de la nation. Chacun veut donc s'affirmer comme excellent et meilleur au sein de la nation bien que les néo-colonialistes tentent jusqu'à nos jours d'aboutir à une balkanisation du pays. Mais ce ne sont que des échecs qui accompagnent leurs projets car ni l'Est ni l'Ouest n'a cédé à ce projet « malveillant ». Pour d'autres par contre ce clivage fragilise la nation ; les groupes ne voient plus l'intérêt national, ils sont réduits à des considérations linguistiques, régionales, ethniques, tribales..., difficile donc de qualifier ce pays d'une véritable nation car la présence du clivage est un signe de la sous culture politique ou de la culture politique paroissiale¹¹, laissée par le Belge et qui continue à nourrir chez le peuple une barbarie antipathique.

Nous estimons finalement que ce clivage ne fait qu'amplifier les volitions séparatistes parce que défendant un vote à considérations multiples : linguistiques et/ou ethniques, la véritable union entre peuple tournant à la déception.

Combattre le clivage linguistique conditionne impérativement un examen approfondi des causes patentes de cette problématique et des moyens d'y pallier. C'est un travail de longue haleine mais indispensable pour le mieux-vivre ensemble car, ces tendances séparatistes fragilisent davantage les individus, les exposant à un double combat, celui lié à la langue et à l'appartenance ethnique. Dans cette

9. HERMET G., Le passage à la démocratie, Paris, PUF, 1996

10. Philippe BRAUD, Le suffrage universel contre la démocratie, Paris, PUF, 1980, 246pp

11. La culture politique paroissiale est caractérisée par le fait que les membres du système politique se tournent pour l'essentiel vers des sous-systèmes politiques plus limités tels que le village, le clan, la tribu, l'ethnie, la région, etc.

logique, les différentes politiques qui ont été menées ont toujours eu des contours géopolitiques. Loin de résoudre ces antagonismes existants, les gouvernants s'en sont souvent servis pour asseoir leur pouvoir sur base de séparation et division.

NOTES DE RÉFÉRENCE

1. Taylor M , The analysis of political cleavages, New Haven, Yale University Press, 1970

2. FRANTZ FANON In Les damnés de la terre, FRANCOIS MASPERO, 1 Place, Paul-Pain levé 5^e Paris, 1975, 217pp

3. MALIAKA T., Accord politique du centre interdiocésain de Kinshasa de 2016. Le refrain d'une logique cyclique à la concorde des jeux et enjeux des acteurs, IJRDO, Indes, Vol 4, Juillet 2019, pp 68-76

4. David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, Paris, Actes Sud, 2012

5. Bernard Lugan, Le Congo belge, au cœur du continent noir, n° 9H, Automne-Hiver 2014, p. 32-34

6. HERMET G., Le passage à la démocratie, Paris, PUF, 1996

7. Philippe BRAUD, Le suffrage universel contre la démocratie, Paris, PUF, 1980, 246pp

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Crée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire